» & emprisonne les équipages , sous prétexte qu'il
» se trouve à bord des denrées & marchandises
» qui sont ou qui peuvent être du cru de l'A-
» mérique septentrionale; qu'une pareille jurispru-
» dence ne pourroit se concilier ni avec la justice ,
» ni avec les assurances amicales de la cour de
» Londres. »

La même chose fut communiquée au gouver-
nement d'Angleterre par le marquis de Noailles ,
ambassadeur de France en cette cour , & comme
le roi d'Angleterre prétendoit que le roi défen-
dit à ses sujets l'exportation des armes , & fit
punir ceux qui donneroient des fausses désignations,
le marquis de Noailles reçut ordre de répondre à
une telle prétention ; « que les munitions de
» guerre font partie du commerce permis comme
» toute autre marchandise , lorsqu'elles n'ont pas
» une destination vers un pays en guerre avec un
» autre, & que ce n'est que relativement aux nations
» belligérantes , qu'elles peuvent être réputées de
» contrebande ; que de tout tems l'exportation
» en a été permise dans nos colonies , en Afri-
» que , & par-tout où le commerce en a pu por-
» ter ; que , sans cette facilité , nos manufactures
» d'armes seroient bientôt sans ouvrage & sans
» ouvriers ; qu'à l'égard des fausses destinations ,
» il est impossible de les empêcher : que jamais
» les contrebandiers anglois qui vont courir les